

où l'on compte 125 entreprises industrielles qui relèvent du gouvernement fédéral. J'ai donné priorité à l'établissement de règles inspirées des risques dans l'industrie minière. Nous œuvrons avec assiduité dans la région de Cap-Breton pour compléter les règlements concernant les mines de cette région.

[Français]

LES COMMUNICATIONS

LA COOPÉRATION AVEC LA FRANCE DANS LA RECHERCHE SPATIALE ET LES SATELLITES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Au début du mois d'octobre 1968, lors d'une séance des Nations Unies, il rencontrait le ministre des Affaires extérieures de la France, relativement à la coopération franco-québécoise dans le domaine des satellites de communication. Il avait alors promis de faire plus tard une déclaration à la Chambre à ce sujet. Je demande donc à l'honorable ministre si des négociations sont actuellement en cours entre les représentants de la France et ceux du Canada dans le domaine des satellites de communication.

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le gouvernement du Canada a formulé des instances directes au gouvernement de la France à ce sujet.

LA SÉCURITÉ NATIONALE

JAMES EARL RAY—LA POSSESSION D'UN FAUX PASSEPORT CANADIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre de la Justice si une accusation a été portée contre qui que ce soit relativement au passeport délivré à M. Ray et, si oui, quel tribunal en a été saisi et quelle est la nature de l'accusation?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, pour le moment, je n'ai rien à ajouter à ce que le solliciteur général a répondu au député mardi.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, je n'ai pas posé cette question au solliciteur général. En toute déférence, je crois comprendre que le ministre de la Justice est chargé de l'administration de la justice au pays. A-t-on porté

une accusation contre la personne qui a recommandé la demande de M. Ray et, si oui, quelle sorte d'accusation a été portée et quel tribunal en a été saisi?

L'hon. M. Turner: Monsieur l'Orateur, je n'ai rien à ajouter à ce qu'a déjà dit le solliciteur général.

M. MacInnis: Vous n'avez pas pu trouver Hal Banks non plus.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: J'espère que le député ne va pas poser la question une troisième fois.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, voici. Le ministre de la Justice refuse-t-il de répondre à cause de certaines raisons ou d'une politique fédérale?

L'hon. M. Turner: Pour les mêmes raisons qu'a évoquées mardi le solliciteur général, monsieur l'Orateur.

M. Woolliams: Alors, monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député reconnaît sûrement que nous amorçons un débat.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je connais la règle au sujet du débat à 10 heures, mais il me semble qu'on a souvent posé ce genre de question et que les ministres de la Justice ont toujours fourni les renseignements demandés. Ma question ne porte pas sur la procédure judiciaire et je ne l'ai pas posée au solliciteur général mais au ministre de la Justice. Sauf le respect que je lui dois, je dis que le ministre cache quelque chose.

LA CONSOMMATION

EDMONTON—LE POIDS DES TABLETTES DE CRÈME GLACÉE

A l'appel de l'ordre du jour.

Mme Grace MacInnis (Vancouver Kingsway): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations au sujet d'une affaire qui remonte assez loin. Quelles mesures, s'il en est, le ministre a-t-il prises pour s'occuper de la plainte provenant de Calgary, il y a quelques mois, selon laquelle les sucettes dites «fudgsicles» de la laiterie Woodland d'Edmonton pèsent une demi-once de moins que le poids indiqué sur l'étiquette et qu'ainsi le public est trompé?